



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU SUD-EST DE L'EUROPE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ATHENES

N° 32 – Edition du 18 mai 2023

1

Focus sur les prévisions de printemps de la Commission européenne

- Ralentissement de la croissance du PIB bulgare à 1,5 % en 2023
- Révision à la hausse de la prévision de croissance pour Chypre en 2023, à +2,3%
- L'économie grecque connaîtra une croissance supérieure à la moyenne européenne en 2023
- La Commission européenne relève sa prévision de croissance de la Roumanie en 2023

LE CHIFFRE A RETENIR :

+ 66,7 %

LE TAUX D'INDEXATION
AUTOMATIQUE DES SALAIRES
SUR L'INFLATION A CHYPRE

Bulgarie

- Croissance du PIB de 2 % en g. a. au premier trimestre 2023
- Inflation de 11,6 % en g. a. en avril 2023
- Secteur bancaire : la hausse annuelle des dépôts dépasse celle des crédits fin mars
- Participation de la Bulgarie à la réunion des pays-membres de l'Alliance nucléaire à Paris
- Aide d'Etat de 26,5 M EUR à la société publique Postes bulgares
- Intérêt de la société Abu Dhabi Ports Group pour les ports bulgares

Chypre

- Signature d'un accord transitoire pour la hausse du taux d'indexation automatique de salaires
- Le PIB chypriote a crû de +3,4% en rythme annuel au cours du premier trimestre 2023
- La dette des ménages et des entreprises non-financières s'établit à 217% du PIB au T4 2022
- Le déficit du commerce extérieur atteint 2,57 Mds€ sur les trois premiers mois de l'année (9,5% du PIB)
- Discussions entre Chypre et Israël pour la construction d'un gazoduc
- L'ouverture du casino City of Dreams Mediterranean à Limassol aura lieu le 10 juillet prochain

Grèce

- Exécution budgétaire janvier-avril 2023
- La Grèce présente sa troisième demande de paiement au titre du PNRR
- Le FMI se montre confiant dans la solidité des banques grecques
- Le taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale s'élevait à 26,3%
- Projets de modernisation du Port d'Alexandroupolis
- Les startups Instacar, Hack The Box, Wikifarmer, Prosperity et BibeCoffee ont annoncé d'importantes levées de fonds au cours des premiers mois de 2023
- Les recettes de voyage ont augmenté de 68,3% sur un an en 2022 pour atteindre 17,68 Mds€

Roumanie

- L'inflation annuelle ralentit au mois d'avril
- Le salaire net moyen progresse de +13,9 % au mois de mars

- La Roumanie, exportatrice nette d'électricité au début de l'année 2023
- Agricover, acteur de premier plan sur le marché de l'agroalimentaire, a démarré la procédure de l'offre publique initiale (IPO)
- La Roumanie et la Pologne ont signé une déclaration commune sur le soutien aux corridors de transport européens Rail2Sea et Via Carpatia

Focus sur : les prévisions de printemps de la Commission européenne

Bulgarie

Ralentissement de la croissance du PIB à 1,5 % en 2023 selon la Commission européenne. La croissance du PIB de la Bulgarie ralentirait à 1,5 % en 2023 après 3,4 % en 2022, selon [les prévisions du printemps de la Commission européenne](#), ceci s'expliquant par la moindre progression des exportations (du fait de la faiblesse de la demande étrangère) et de la consommation des ménages. Une accélération de la croissance est prévue en 2024, à 2,4 % portée par la reprise des exportations, de la consommation privée et de l'investissement public. Un ralentissement de l'inflation est envisagé, à 9,4 % en g. a. en 2023 (et à 4,2 % en 2024) contre 13 % en 2022 s'expliquant par la baisse des prix de l'énergie. Le taux de chômage en 2023 serait stable par rapport à l'année précédente, à 4,3 % et diminuerait légèrement en 2024, à 4 %. Le déficit budgétaire s'établirait à 4,8 % du PIB en 2023 et en 2024 (-2,8 % du PIB en 2022) et la dette publique se creuserait à 25 % du PIB en 2023 et à 28,1 % du PIB en 2024 (contre 22,9 % du PIB en 2022). Le solde du compte courant serait excédentaire, à 0,1 % du PIB en 2023 et 0,2 % du PIB en 2024 contre -0,4 % du PIB en 2022.

Indicateurs	2022	2023	2024
Croissance du PIB (% du PIB)	3,4	1,5	2,4
Inflation (%)	13,0	9,4	4,2
Chômage (%)	4,3	4,3	4,0
Solde budgétaire (% du PIB)	-2,8	-4,8	-4,8
Dette publique (% du PIB)	22,9	25,0	28,1
Balance courante (% du PIB)	-0,4	0,1	0,2

Chypre

Dans ses [prévisions économiques de printemps](#), la Commission européenne revoit à la hausse sa prévision de croissance pour Chypre en 2023, à +2,3% contre +1,6% lors de ses prévisions d'hiver. L'économie chypriote, portée par son secteur touristique mais aussi ses exportations de services technologiques et professionnels (avocat, audit, comptabilité), devrait ainsi surperformer par rapport à la moyenne de l'UE (+1%) et celle de la zone euro (+1,1%). La croissance en 2023 marquera toutefois un ralentissement net par rapport aux deux années précédentes, caractérisées par un fort rebond économique (+6,6% en 2021 et +5,6% en 2022). Entamé dès le T4 2022, ce ralentissement s'explique

par la persistance d'une inflation relativement élevée (+3,8% en 2023 après +8,1% en 2022) et la remontée des taux d'intérêt, qui affectent le pouvoir d'achat des ménages et la capacité d'investissement des agents privés. A l'inverse, la consommation sera en partie soutenue par l'indexation automatique des salaires à hauteur de 50% de l'inflation, intervenue en janvier 2023 et qui concerne près de 40% des travailleurs à Chypre. A court et moyen terme, la mise en œuvre du plan de relance devrait également favoriser les investissements, notamment dans la construction, soutenant la croissance en 2024 (+2,7%). Sur le plan fiscal enfin, le gouvernement chypriote devrait disposer d'un surplus confortable, à +1,8% du PIB en 2023, qui permettra d'accélérer la dynamique de réduction de la dette publique, attendue à 80,4% du PIB en fin d'année (86,5% en 2022). Notons en revanche les risques identifiés par la Commission, en particulier la mise en œuvre de nouvelles mesures de soutien (estimées à 0,4 point de PIB en 2023 sous l'hypothèse d'une levée des dernières mesures en juin) et la hausse du taux d'indexation automatique des salaires, qui s'est déjà matérialisée suite à un accord trouvé cette semaine (cf. *infra*).

Indicateurs	2022	2023	2024
Croissance du PIB (% du PIB)	5,6	2,3	2,7
Inflation (%)	8,1	3,8	2,5
Chômage (%)	6,8	6,9	6,4
Solde budgétaire (% du PIB)	2,1	1,8	2,1
Dette publique (% du PIB)	86,5	80,4	72,5
Balance courante (% du PIB)	-9,1	-7,3	-6,9

Grèce

L'économie grecque connaîtra une croissance supérieure à la moyenne européenne en 2023, selon les [prévisions de printemps de la Commission européenne](#), qui révisé à la hausse ses prévisions de croissance du pays, à 2,4% en 2023 (contre 1,2% estimé en février dernier) et contre 1,1% pour la zone euro et 1% pour l'UE. La baisse des prix de l'énergie, la mise en œuvre du PNRR et la vigueur du marché du travail soutiendront la croissance. L'inflation, qui a atteint en moyenne 9,3 % en 2022, devrait se modérer à 2,4 % d'ici 2024, selon la Commission. Dans un contexte de défis persistants, le déficit public continuerait à se résorber et atteindrait 1,3% de PIB en 2023 et 0,6% de PIB en 2024, grâce notamment à l'amélioration de la collecte des recettes. La dette publique s'inscrirait durablement sur une trajectoire descendante, anticipée à 160,2% en 2023 et à 154,4% en 2024. La forte dépendance du pays à l'égard des importations devrait maintenir le déficit de la balance courante à un niveau élevé, anticipé par la Commission à 9,2% en 2023 et à 7,8% en 2024.

Indicateurs	2022	2023	2024
Croissance du PIB (% du PIB)	5,9	2,4	1,9
Inflation (%)	9,3	4,2	2,4
Chômage (%)	12,5	12,2	11,8
Solde budgétaire (% du PIB)	-2,3	-1,3	-0,6
Dette publique (% du PIB)	171,3	160,2	154,4

Balance courante (% du PIB)	-11,8	-9,2	-7,8
-----------------------------	-------	------	------

Roumanie

La Commission européenne relève sa prévision de croissance de la Roumanie en 2023. Alors que le PIB roumain est resté stable au premier trimestre (+0,1 %), selon les premières estimations de l'INS, la Commission européenne relève sa prévision de croissance pour 2023, de +2,5 % à **+3,2 %**. La consommation des ménages devrait être portée par la rapide hausse des salaires sur un marché du travail résilient, mais la croissance profitera également d'une diminution du déficit commercial. L'inflation atteindrait +9,7 % en 2023. Par ailleurs, le déficit budgétaire roumain devrait diminuer, à 4,7 %, alors que la dette publique doit reculer de -1,7 pp, à 45,6 % du PIB en 2023.

Indicateurs	2022	2023	2024
Croissance du PIB (% du PIB)	4,7	3,2	3,5
Inflation (%)	12,0	9,7	4,6
Chômage (%)	5,6	5,4	5,1
Solde budgétaire (% du PIB)	-6,2	-4,7	-4,4
Dette publique (% du PIB)	47,3	45,6	46,1
Balance courante (% du PIB)	-8,8	-7,6	-7,4

Bulgarie

Macroéconomie et finances

Croissance du PIB de 2 % en g. a. au premier trimestre 2023. Selon [les données préliminaires](#) de l'Institut national statistique (INS), le PIB a crû de 2 % en g. a. au premier trimestre 2023, après 2,3 % en g. a. au quatrième trimestre 2022. Au T1, la consommation finale a augmenté de 2,8 % en g. a., la formation brute de capital fixe de 5,2 %, les exportations de biens et services de 3 % en g. a., tandis que les importations ont diminué de 4,3 % en g. a. La valeur ajoutée brute a augmenté de 2,2 % en g. a. au T1.

Inflation : indice des prix à la consommation (IPC) à 11,6 % en g. a. en avril 2023. Selon l'INS, l'inflation annuelle, mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC), s'est élevée à 11,6 % en g. a. en avril 2023, la plus forte augmentation étant enregistrée par les prix des produits alimentaires : +15,8 % en g.a. L'inflation annuelle, mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), s'est élevée à 10,3 % (+16,8 % en g. a. concernant les prix des produits alimentaires).

Secteur bancaire : la hausse annuelle des dépôts dépasse celle des crédits fin mars. Selon [la Banque centrale](#), les crédits au secteur privé se sont élevés à 42,2 Mds EUR à la fin du premier trimestre 2023, soit une augmentation de 11,9 % en g. a. (+7,9 % en g. a. concernant les crédits aux entreprises non financières, à 21,5 Mds EUR; +26,6 % en g. a. pour ceux aux entreprises financières, à 3,3 Mds EUR;

+14,6 % en g. a. pour les crédits aux ménages, à 17,5 Mds EUR). Les dépôts ont, quant à eux, atteint 60,8 Mds EUR fin mars 2023, soit une hausse annuelle de 13,1 % (+21,6 % en g. a., à 21,1 Mds EUR concernant les entreprises non-financières ; +5,1 % en g. a. pour ceux des entreprises financières, à 2,3 Mds EUR et +9,4 % concernant les dépôts des ménages, à 37,4 Mds EUR).

Enjeux sectoriels et thématiques

Participation de la Bulgarie à la réunion des pays-membres de l'Alliance nucléaire à Paris. Le ministre bulgare de l'Énergie, Rossen Hristov, a participé à la réunion ministérielle des pays-membres de l'Alliance nucléaire, organisée le 16 mai à Paris par le ministère de la Transition énergétique. Au total 16 pays étaient représentés : 15 États-membres de l'UE (la France, la Belgique, la Bulgarie, la Croatie, l'Estonie, la Finlande, la Hongrie, les Pays-Bas, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, la Slovénie, la Slovaquie, la Suède et l'Italie) ainsi que le Royaume Uni, en tant que pays invité. A l'issue des échanges, les pays membres de l'Alliance du nucléaire ont signé une déclaration commune appelant à un plan d'action européen pour développer les coopérations autour du nucléaire. [D'après le ministre bulgare de l'Énergie](#), les objectifs de décarbonation ne peuvent être atteints sans l'énergie nucléaire. « Il est temps d'arrêter de discriminer l'énergie nucléaire », a-t-il déclaré.

Aide d'Etat de 26,5 M EUR à la société publique Postes bulgares. La Commission européenne a approuvé [le 16 mai](#) une aide d'Etat de 26,5 M EUR (50 M EUR) visant à assurer la liquidité de l'entreprise publique Postes bulgares, qui fournit des services postaux à travers son réseau de 2 973 bureaux sur le territoire du pays, employant 8 500 salariés. La ressource allouée sous forme de prêt pour une période de 6 mois permettra à la société de poursuivre ses activités. Si le prêt n'est pas remboursé dans ces délais l'entreprise s'engage à présenter un plan de restructuration à long terme qui sera soumis à l'évaluation et à l'approbation de la Commission européenne.

Intérêt de la société Abu Dhabi Ports Group pour les ports bulgares. Le Vice-Premier ministre Hristo Aleksiev s'est entretenu le 15 mai avec des représentants du groupe Abu Dhabi Ports Group qui étudie les possibilités pour une participation aux ports de Varna (sur la mer Noire) et de Roussé (sur le Danube). Selon le Vice-Premier ministre un corridor centrasiatique relié aux ports bulgares est une alternative au corridor Nord passant par la Russie et au Bosphore et son importance sera renforcée après la mise en œuvre du projet Sea2Sea (visant à assurer la connectivité ferroviaire entre les ports de la Grèce du Nord et les ports bulgares Varna, Burgas et Roussé).

Chypre

Macroéconomie et finances

[Signature d'un accord transitoire entre le Ministère du Travail et les partenaires sociaux pour la hausse du taux d'indexation automatique de salaires.](#) Ce mécanisme, baptisé CoLA (Cost of Living Allowance), concerne l'ensemble des employés du secteur public ainsi que certains employés du secteur privé couverts par des conventions collectives, soit près de 40% des employés sur l'île au total. Il prévoyait jusqu'ici une indexation annuelle automatique des salaires à hauteur de 50% de l'inflation de l'année précédente. **Ce taux sera désormais porté à 66,7% à partir de juin 2023**, sur proposition du Ministre du Travail Yiannis Panayotou, contre une demande initiale des principaux syndicats de l'île (SEK, PEO,

Deok et Pasydy) de le fixer à 100%. Egalement signé par la Chambre de Commerce de Chypre et le syndicat patronal OEB, l'accord prolonge l'application du mécanisme CoLA pour 3 années supplémentaires, jusqu'en 2025. Le Ministre du Travail a enfin précisé que les discussions devront se poursuivre afin de trouver un accord global et permanent encadrant le mécanisme après 2025. Selon la presse, ce nouvel accord pourrait conduire à un [surcoût d'environ 1,2 Md€ sur 3 ans pour les finances publiques](#), en partie financé par des hausses de cotisations sociales payées par les entreprises.

Le PIB chypriote a crû de +3,4% en rythme annuel au cours du premier trimestre 2023, selon la première estimation « flash » publiée par CYSTAT. Les principaux secteurs ayant tiré l'activité au T1 2023 sont l'hôtellerie-restauration, le transport et stockage, l'information-communication ou encore le commerce de gros et de détail. Cette nouvelle estimation confirme en outre le ralentissement du rythme de croissance de l'économie chypriote, entamé au T4 2022 (+4,4% en g.a. après +5,5% au T3). En rythme trimestriel (séries corrigées des variations saisonnières), la croissance de l'activité est néanmoins positive, estimée à +0,8%.

La dette des ménages et des entreprises non-financières s'établit à 58,8 Mds€ au quatrième trimestre 2022 (soit environ 217% du PIB). Selon le rapport trimestriel de la Banque Centrale de Chypre, la dette des ménages atteignait 20,0 Mds€ à la fin du T4 2022 (soit environ 74% du PIB), en hausse de 0,4% par rapport au T4 2021. La dette des entreprises non financières s'affichait de son côté à 38,8 Mds€ (143% du PIB), en légère baisse sur un an (-2,8%). Les ménages disposent d'un montant d'actifs financiers de 59,7 Mds€ à cette date (dont 62% détenus sous forme de dépôts et 19% d'actions), tandis que celui des sociétés non financières s'établit à 68,3 Mds€ (18% dépôts, 49% actions et 29% autres instruments financiers).

Le déficit du commerce extérieur atteint 2,57 Mds€ sur les trois premiers mois de l'année (9,5% du PIB), en hausse de 58,6% sur un an. Selon les données provisoires de CYSTAT, les exportations de biens, principalement orientées vers des pays hors-UE, ont progressé de +8,1% en g.a. mais restent relativement faibles en absolu, à 916 M€ sur la période. Les importations, ont en revanche crû très fortement (+41,2% à 3,48 Mds€). Ce bond des importations est principalement lié à la hausse spectaculaire des transferts de propriété économique de navires en janvier 2023, dont les importations sont passées de 74 M€ à 926 M€ sur un an (provenance hors-UE). Sur le seul mois de mars, les importations augmentent de 1,5% seulement, à 994 M€, tandis que les exportations progressent de 5,0% pour s'établir à 341 M€. Le déficit mensuel atteint ainsi 653 M€ (2,4% du PIB), en recul de -0,3% sur un an.

Enjeux sectoriels et thématiques

Discussions entre Chypre et Israël pour la construction d'un gazoduc acheminant le gaz naturel vers l'île. Le Ministre de l'énergie chypriote, Giorgos Papanastasiou, [a annoncé à la presse qu'il se rendrait prochainement en Israël pour conclure un accord formel](#). Cet accord permettra de lancer la construction d'un gazoduc reliant les champs gaziers israéliens (Léviathan) et chypriotes (Aphrodite) à l'île, sur laquelle serait parallèlement construit un terminal de liquéfaction. Ce dernier servira à la transformation du gaz arrivant par pipeline en GNL, afin de faciliter sa réexportation vers l'Europe et d'autres destinations. Selon le ministre, la construction du gazoduc, qui constitue de fait la première partie du projet EastMed jusqu'ici abandonné, pourrait être achevée en moins de 2 ans, contre environ 2 ans et demi pour l'usine de liquéfaction à Chypre. En revanche, aucune précision n'a été donnée quant au coût et aux sources de financements d'un tel projet. Le Ministre Papanastasiou a en outre

déclaré qu'une rencontre était prévue prochainement avec les entreprises énergétiques disposant de licences d'exploration dans la ZEE chypriote pour étudier les possibilités d'accélérer l'exploitation du gaz chypriote. Parmi celles-ci figurent notamment la proposition, distincte du projet israélo-chypriote, de construction d'un gazoduc entre les champs gaziers chypriotes et les terminaux de liquéfaction égyptien.

L'ouverture du casino City of Dreams Mediterranean à Limassol aura lieu le 10 juillet prochain. [L'annonce a été faite par Melco Resorts & Entertainment](#), qui porte le projet à travers un investissement de 550 M€. Après plus de 4 ans de travaux et d'attente, le City of Dreams Mediterranean devrait se positionner comme le premier casino « intégré » d'Europe selon le promoteur du projet. Le complexe abritera notamment, en sus du casino de 7 500 m², un hôtel de 500 chambres, un complexe aquatique, un parc d'attraction et un centre d'exposition.

Grèce

Macroéconomie et finances

Exécution budgétaire janvier-avril 2023 (données provisoires) : le déficit budgétaire s'est élevé à 798 M€ contre un objectif de déficit de 3,829 Mds€ prévu au titre de la loi de finances et contre un déficit de 3,316 Mds€ enregistré sur la même période 2022. Un excédent primaire de 2,434 Mds€ est constaté, contre un objectif de déficit primaire de 869 M€ et contre un déficit primaire de 799 M€ sur la même période 2022. Les recettes nettes du budget de l'État se sont élevées à 21,042 Mds€, en hausse de 2,496 M€ (+13.5%), par rapport aux estimations de la loi de finances 2023, en raison notamment de la hausse (+10,1%) des recettes fiscales (17,870 Mds€), du versement de la tranche d'ANFA (603 M€) et de la hausse (341 M€) des recettes (1,756 Md€) du Programme d'investissement public. Les dépenses totalisent 21,840 Mds€, en baisse de 535 M€ par rapport à l'objectif. Sur le volet du budget ordinaire, les paiements sont inférieurs à l'objectif de 345 M€. Cette évolution est principalement due au décalage des paiements pour des dépenses (838 M€) liées à des programmes d'armement ([Ministère grec des Finances](#)).

Selon un [communiqué du Ministère grec des Finances](#), le 16 mai dernier, la Grèce a présenté à la Commission sa troisième demande de paiement de 1,72 Md€ (volet subventions) au titre du Plan de relance et de résilience, pour la réalisation de 39 jalons et 3 cibles, portant le montant de subventions sollicitées à ce jour à 12,8 Mds€. Les jalons et cibles ont couverts plusieurs réformes et investissements. Sur le volet réformes, il s'agit notamment de l'introduction du concept de la gouvernance multi-niveaux et la clarification des compétences institutionnelles ; la nouvelle déclaration de Patrimoine ; le nouveau Registre national des procédures administratives "Mitos" ; le Plan national d'action contre la corruption ; et la nouvelle Charte judiciaire. Concernant les investissements, il s'agit du programme de rénovation de bâtiments ; le lancement du programme "Charge everywhere" sur les bornes de recharge pour véhicules électriques ; le lancement du programme la passation de marchés pour des plans urbains et l'attribution d'appels d'offres pour des projets publics de transformation numérique. Pour mémoire, le PNRR grec est financé à hauteur de 17,4 Mds€ sous forme de subventions et de 12,7 Mds€ sous forme de prêts.

Dans son dernier [rapport sur l'économie européenne, le Fonds monétaire international](#) se montre confiant dans la solidité des banques grecques pour faire face au contexte économique actuel, caractérisé par une forte inflation, le risque de chute des prix de l'immobilier et la fragilité des banques régionales américaines. Leur ratio de fonds propres est inférieur à la moyenne européenne, mais proche de 15 %, ce qui constituerait, selon le rapport, une distance sûre par rapport au niveau des exigences prudentielles. Le ratio de liquidité est de 150 %, bien au-dessus de la limite minimale autorisée de 100 %, assurant ainsi que les banques grecques disposent d'un niveau adéquat d'actifs liquides de haute qualité non grevés pouvant être convertis en liquidité pour couvrir ses besoins sur une période de 30 jours calendaires en cas de graves difficultés de financement. Leur dépendance à l'égard du marché interbancaire et des dépôts non assurés des gros clients est proche de 22 % et elles ne courent donc pas de risque pour leur financement, qui est principalement garanti par des dépôts assurés (100 000 euros par client). En ce qui concerne le risque d'une éventuelle augmentation des créances douteuses, le scénario de base du FMI estime qu'elle entraînerait une réduction de 160 points de base des capitaux propres des banques grecques. Le FMI n'anticipe pas une baisse des prix de l'immobilier, qui continuent d'augmenter en Grèce, compte tenu de l'ajustement important qu'ils ont subi au cours de la dernière décennie, selon le rapport.

Selon les dernières données de [l'Autorité statistique hellénique ELSTAT](#), en 2022, le taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale s'élevait à 26,3% (2,722 millions de personnes) de la population totale, soit une baisse de deux points par rapport à l'année 2021. Les observations relatives à cette enquête remontent à 2015. Plus précisément, après avoir atteint 32,6 % en 2016, le taux a suivi une trajectoire descendante jusqu'en 2020 (27,4 %), puis, pendant la pandémie, il a augmenté de près d'un point de pourcentage, pour redescendre l'année suivante (26,3 %). En Grèce, le seuil de pauvreté est de 5 712 euros par an pour un ménage composé d'une seule personne et de 11 995 euros pour un ménage composé de deux adultes et de deux enfants à charge de moins de 14 ans.

Enjeux sectoriels et thématiques

Deux projets de modernisation des infrastructures du Port d'Alexandroupolis ont été inclus dans le Plan de relance et de résilience grec, selon un [communiqué de l'Agence hellénique de privatisation Taiped](#). D'un budget de 24 M€, les projets concernent le rétablissement des profondeurs du Port et la connexion routière entre le Port et la nouvelle route régionale en cours de construction.

Les startups Instacar, Hack The Box, Wikifarmer, Prosperity et BibeCoffee ont annoncé [d'importantes levées de fonds](#) au cours des premiers mois de 2023. Ces 5 startups grecques se distinguent par leur performance en dépit de la détérioration observée sur le marché du capital-risque. Hack the Box, qui propose des formations en cybersécurité, a ainsi réussi à lever plus de 55 M€ en janvier, tout comme Instacar, fondée en 2018 et spécialisée dans la location flexible de véhicules. Ces importants tours de table permettront notamment à ces start-ups de consolider leur activité à l'international, Hack the Box étant présente aux Etats-Unis alors qu'Instacar cherche à entrer sur de nouveaux marchés comme le Portugal ou la Roumanie. Dans une moindre mesure, les start-ups Wikifarmer (plateforme connectant les agriculteurs du monde entier), Prosperity (immobilier en ligne) et BibeCoffee (machines à cafés « intelligentes ») ont accroché des tickets de financement entre 2 et 5 M€. Parmi les investisseurs majeurs, citons la présence des fonds grecs du programme EquiFund (Velocity.Partners, Uni.Fund, Metavallon, BigPi, Marathon VC, Elikonos 2,...), ainsi que celle du Catalyst Fund d'Endeavor. La société américaine de capital-investissement Carlyle Group, qui gère plus de 350 Mds\$, a également acquis une participation minoritaire élevée dans Hack the Box.

Les recettes de voyage ont augmenté de 68,3% sur un an en 2022 pour atteindre 17,68 Mds€. [Selon le dernier bulletin de la Banque de Grèce](#), ces recettes se sont approchées de leur niveau pré-pandémique, puisqu'elles étaient en légère baisse de -2,8% par rapport à 2019. **Le nombre de voyageurs entrants a également crû de 96,0% sur un an pour atteindre 29,88 M de personnes, contre 15,25 M en 2021 et 34,0 M en 2019.** Le Royaume-Uni (4,48 M), l'Allemagne (4,35 M), la Bulgarie (1,81), la France (1,76 M), l'Italie (1,41 M) et les États-Unis (1,09 M) ont été les principaux pourvoyeurs de touristes en Grèce en 2022. Le nombre de voyageurs en provenance d'Allemagne et de France ont notamment augmenté de 45% et 49,6%, respectivement, tandis que le Royaume-Uni (+181,9%) et les États-Unis (+174,9%) ont enregistré un quasi-triplement de leurs contingents de voyageurs vers la Grèce. A l'inverse, les arrivées en provenance d'Italie, Belgique, Bulgarie et Macédoine du Nord se sont contractées en 2022, tout comme celles de voyageurs russes, qui ont diminué de près de 70% à 36k personnes, suivant l'entrée en vigueur des sanctions européennes et l'exclusion de la Russie de l'espace aérien européen. En outre, si les touristes britanniques ont été les plus nombreux, les voyageurs allemands ont généré davantage de recettes touristiques, avec une contribution de 3,26 Mds€, en hausse de 40,6% sur un an. **Les dépenses des voyageurs français (1,28 Md€) ont de leur côté crû de 28,8% sur un an et de 10% par rapport à 2019, faisant de la France le 3^e pays contributeur aux recettes de voyages de la Grèce.** Les États-Unis s'inscrivent néanmoins comme le 1^{er} pays en termes de dépenses par voyageurs, à 1 100€ en moyenne, contre 592€ en moyenne pour l'ensemble des touristes étrangers. **Enfin, par décomposition géographique, la région du sud de la mer Égée, qui comprend les îles populaires de Mykonos, Rhodes et Santorin, demeure pour la seconde année consécutive le premier pôle d'attraction du pays, avec 6,69 M d'arrivées et 4,71 Mds€ de recettes.** Au total, les cinq régions que sont l'Égée du Sud, la Crète, l'Attique, les Îles Ioniennes et la Macédoine centrale ont coompté pour 83,5% des arrivées et 88,9% des recettes touristiques du pays.

Roumanie

Macroéconomie et finances

L'inflation annuelle ralentit au mois d'avril. L'indice des Prix à la Consommation (IPC) a progressé de [+11,2 %](#) au mois d'avril, en g.a. C'est la plus faible progression de l'inflation annuelle depuis mars 2022, alors que cette dernière avait atteint +14,5 % en mars 2023. Les tensions inflationnistes sont toujours portées par les produits alimentaires (+19,8 % en un an). Les produits non-alimentaires se sont moins renchérissés (+5,8 %), notamment en raison de la baisse des prix de l'électricité observée depuis le début de l'année (-14,7 %), mais également en raison d'un effet-prix positif, les tensions inflationnistes ayant fortement progressé au printemps 2022, quelques semaines après l'invasion de l'Ukraine. Ces données semblent confirmer l'apparition de la dynamique désinflationniste attendue par la BNR.

Le salaire net moyen progresse de +13,9 % au mois de mars. Le salaire net moyen roumain a progressé de +15,7 % en un an au mois de mars, pour atteindre [4 554 RON](#) (924,4 EUR), soit la plus forte hausse de salaire observée, en glissement annuel, depuis l'apparition des tensions sur les prix. Les salariés roumains profitent de la résilience du marché du travail, alors que, dans le même temps, le taux de chômage a reculé de -0,1 pp, à 5,4 %. Le salaire réel progresse ainsi de +1,2 %, après onze mois de baisse consécutive. Les salariés des activités agricoles (+29,1 %) et ceux travaillant dans le secteur des services financiers et d'assurance (+22,5 %) enregistrent les plus fortes augmentations salariales.

Enjeux sectoriels et thématiques

La Roumanie, exportatrice nette d'électricité au début de l'année 2023. Sur les deux premiers mois de l'année 2023, [la Roumanie a consommé près de 8,9 TWh d'électricité pour une production de plus de 10 TWh](#). Cette exportation nette de plus de 10% de sa production s'explique par une baisse de la consommation et par une très bonne production renouvelable. En effet, la réduction des capacités disponibles via des centrales à charbon a été plus que compensée par la production éolienne (1,74 TWh) et celle des centrales hydroélectriques (2,8 TWh). La tendance s'est poursuivie en mars selon [OMV Petrom](#) qui estime que la consommation roumaine d'électricité a diminué de 10% au cours du T1 2023 par rapport au même trimestre en 2022, tandis que la production aurait augmenté de 4 %. La Roumanie passerait ainsi d'une position d'importatrice nette d'électricité au T1 2022 à une position d'exportatrice nette au T1 2023. Selon les données officielles de Transelectrica, la production électrique des mois de janvier et février 2023 a été assurée à 48% par des sources renouvelables, 32% par du gaz, 18% par du nucléaire et 12% par du charbon ou du lignite.

Agricover, acteur de premier plan sur le marché de l'agroalimentaire, a lancé une IPO. [L'offre consiste à vendre jusqu'à 833,3 millions d'actions](#) Agricover, dont près de 277,8 millions d'actions nouvelles, 151,2 millions d'actions détenues par la BERD et 404,3 millions d'actions détenues par Jabbar Kanani, fondateur et actionnaire majoritaire de la société. La presse indiquerait que les investisseurs ont pris part à l'offre à hauteur de [43,5 millions d'actions](#). [Le 31 mai 2023 serait la date estimée pour l'ouverture des transactions boursières](#). Le groupe Agricover est présent dans le domaine de la distribution de produits agricoles et du financement spécialisé pour les agriculteurs. L'entreprise occupe une position de leader avec une part de 15,9 % du marché des produits de protection des cultures, 9,5 % du marché des semences certifiées et 8,4 % du marché des produits de nutrition des cultures, au niveau de la campagne agricole 2021, et une part de marché de 6,9 % du total des prêts agricoles accordés en Roumanie au 21 décembre 2022.

La Roumanie et la Pologne ont signé une déclaration commune sur le soutien aux corridors de transport européens Rail2Sea et Via Carpatia. Le ministre roumain des Transports déclare que l'objectif est de maximiser les opportunités ouvertes par ces projets afin de [renforcer la position des pays d'Europe centrale, du Nord-Est et du Sud-Est](#). Rail2Sea (ferroviaire) et Via Carpatia (routier) sont des projets de l'Initiative des Trois Mers. Pour la partie ferroviaire, le projet implique tant le développement que la modernisation de la ligne de chemin de fer entre le port de Gdansk, sur la mer Baltique, et le port de Constanta, sur la mer Noire, qui traverse quatre pays : la Pologne, la Slovaquie, la Hongrie et la Roumanie. Tandis que le côté routier concerne l'axe nord-sud entre la mer Baltique, la mer Egée, la mer Noire et la mer Adriatique. Ces projets sont financés par le Mécanisme pour l'interconnexion en Europe et les fonds nationaux, mais aussi d'autres sources nationales et européennes.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes
Rédacteurs : SER Athènes, SE Bucarest, SE Sofia

Pour s'abonner :
Crédits photo :

Athenes@dgtresor.gouv.fr